

Le point sur la relance économique

LES CHIFFRES

- **1,4 Mds €** : c'est le montant que va rapporter à l'Etat l'aide au secteur bancaire en 2009.
- **27 Mds €** : c'est le montant du plan de relance injecté à ce jour dans l'économie, soit plus des trois quarts des sommes prévues.
- **3 Mds €** : c'est le montant total de l'aide versée aux familles aux revenus modestes.
- **7 Mds €** : ce sont les moyens supplémentaires mobilisés par le plan de relance en 2010.

L'ESSENTIEL

- **14 mois après le discours de Toulon où le Président de la République avait pris des engagements forts devant les Français pour lutter contre la crise, un constat s'impose : tous les engagements ont été tenus.**
- **Le Gouvernement a affronté la crise de façon méthodique, rapide et efficace.** (1) Nous avons assuré le financement de l'économie grâce au plan bancaire et au dispositif de soutien au crédit. (2) Nous avons mis en œuvre un plan de relance basé sur l'investissement pour soutenir l'activité et préparer l'avenir. (3) Nous avons pris des mesures massives pour protéger l'emploi des Français tout en soutenant le pouvoir d'achat des plus modestes.
- Cette stratégie **a permis à notre pays de mieux résister à la crise que ses principaux partenaires.**
- **Pour autant, la crise n'est pas finie** et continue à toucher de nombreux Français. C'est pourquoi **le soutien à la croissance et à l'emploi va continuer**, ainsi que la **mise en œuvre des réformes structurelles** qui permettront à la France de sortir plus forte de la crise.

LES PROMESSES DU DISCOURS DE TOULON DE SEPTEMBRE 2008 SONT RESTÉES LETTRE MORTE ?

- **Le 25 septembre 2008 à Toulon**, alors que le système bancaire menaçait de s'effondrer, **Nicolas SARKOZY a été l'un des premiers chefs d'Etat à prendre toute la mesure de la crise et à en poser clairement le diagnostic.**
- **Il l'a fait sans cacher la vérité aux Français** : cette crise mondiale était grave et allait avoir des conséquences sur la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat.
- **A cette occasion, le Président de la République avait pris des engagements devant les Français** :
 - Il avait promis que l'État ne laisserait pas un seul déposant perdre un seul euro parce qu'une banque se trouverait en difficulté.
 - Il avait promis que si l'activité reculait, les mesures nécessaires pour la soutenir seraient prises.
 - Il s'était engagé à ce que l'État soit aux côtés de chacun des Français pour les aider à traverser la crise.
- **14 mois plus tard, un constat s'impose : tous ces engagements ont été tenus.**

LE GOUVERNEMENT A RÉPONDU À L'URGENCE DE LA CRISE SANS VÉRITABLE MÉTHODE ?

- **Non. Le Gouvernement a abordé la crise avec une véritable stratégie qui porte aujourd'hui ses fruits.**
 1. **Parce qu'il fallait assurer le financement de l'économie pour sauver l'épargne et les emplois des Français, Christine LAGARDE a mis en place en moins de cinq jours un plan de soutien aux banques.** Ce plan n'a pas coûté un centime d'euro au contribuable. Au contraire, il va rapporter 1,4 Mds € au budget de l'Etat en 2009.
Parallèlement, pour faire face au rationnement du crédit, **l'État a apporté sa garantie aux prêts accordés aux entreprises à travers OSEO** : 3,2 Mds € de prêts ont pu être garantis à 14 800 entreprises. Grâce au Médiateur du crédit, ce sont aussi 13 000 cas qui ont pu être traités et plus de 160 000 emplois sauvés.
 2. **La France a ensuite choisi de mettre en œuvre un plan de relance par l'investissement, piloté par Patrick DEVEDJIAN, pour relancer immédiatement l'économie sans sacrifier l'avenir au présent.** Ce plan a été mis en œuvre en un temps record : à ce jour **27 Mds €, soit plus des trois quarts des montants prévus, ont été injectés dans l'économie.** Au total, **plus de 1 000 chantiers** pilotés par l'Etat ont démarré sur tout le territoire.
Parallèlement, plus de 13,9 Mds € ont été injectés dans la trésorerie de nos entreprises. La prime à la casse, qui a d'ores et déjà bénéficié à 500 000 véhicules, a permis de sauver notre industrie automobile et les milliers d'emplois de la filière.
Le FSI, doté de 20 Mds €, a également joué un rôle majeur dans le soutien à l'économie : d'ici à la fin de l'année il aura pris 1 Md € de participation en capital dans des entreprises françaises performantes.
 3. **Enfin, l'emploi a été placé au cœur de l'action du Gouvernement depuis le début de cette crise.** Aider les entreprises, soutenir l'activité, c'était déjà agir directement pour l'emploi des Français. Parallèlement des mesures offensives ont été mises en œuvre par Christine LAGARDE, Patrick DEVEDJIAN et Laurent WAUQUIEZ pour amortir le choc de la crise sur l'emploi des Français :
 - 650 000 travailleurs ont bénéficié du **dispositif « Zéro charge »** du plan de relance pour les très petites entreprises.

- 320 000 salariés ont pu bénéficier de **l'activité partielle** au 2^{ème} trimestre 2009. Grâce à ce dispositif, les salariés sont mieux indemnisés. Ils bénéficient de formations qui sécurisent leurs parcours professionnels et musclent les compétences de nos entreprises en prévision de la reprise.
- **Le contrat de transition professionnelle (CTP)** s'étend désormais à 25 bassins d'emplois et profite à 12 000 salariés. De même, **la convention de reclassement personnalisé (CRP)** bénéficie à un nombre croissant de salariés, soit 115 000 bénéficiaires.
- Enfin, les mesures du **plan d'urgence pour l'emploi des jeunes** portent leurs fruits : les contrats en alternance se sont nettement redressés alors qu'ils s'étaient effondrés en début d'année.

LES PLUS MODESTES ONT ÉTÉ LAISSÉS SUR LE BORD DE LA ROUTE ?

- **Absolument pas. La solidarité nationale a joué à plein : ce sont près de 3 Mds € qui ont été versés aux familles aux revenus les plus modestes :**
 - 5,1 millions de ménages modestes ont pu bénéficier **d'une réduction d'impôt sur le revenu dont le montant total a été de plus de 900 M €.**
 - 1,9 Md € a été versé au titre de **la prime de solidarité active** pour anticiper la mise en place du RSA.
 - Des **chèques emplois services** de 200 €, **une aide de 150 € pour les familles modestes** ayant des enfants scolarisés et **le revenu supplémentaire temporaire d'activité** dans les départements et collectivités d'Outre-mer ont également permis de **soutenir le pouvoir d'achat** des plus vulnérables en cette période difficile.

MAUVAIS CHOIX, MAUVAIS RÉSULTATS ?

- Face aux vieilles recettes proposées par la Gauche (relance par la consommation, baisse de la TVA), le Gouvernement a posé le bon diagnostic, fait les bons choix et les a mis en œuvre avec pragmatisme et inventivité. **Et les résultats sont là : 1 an après l'annonce du plan de relance, les choix faits par le Gouvernement permettent aujourd'hui à notre pays de mieux résister que ses principaux partenaires :**
 - **Avec une croissance de nouveau positive au 3^{ème} trimestre** à +0,3%, la France est l'un des rares pays à avoir 2 trimestres consécutifs de croissance ;
 - **La récession a été beaucoup moins brutale en France** que dans les autres pays de l'OCDE : du 3^{ème} trimestre 2008 au 3^{ème} trimestre 2009, le repli de l'activité en France (-2,3%) a été nettement plus contenu que dans le reste de la zone euro (-4,1%) ou qu'en Allemagne (-4,8%).
 - **La consommation résiste bien** (+1.1% pour les produits manufacturés) en octobre. Pour 2009, l'Insee prévoit une hausse de +0,7% en France;
 - **Sur le front de l'emploi, le nombre de chômeurs a certes fortement progressé** (+ 23% par rapport à mai 2007), **mais moins qu'ailleurs** : il a plus que doublé aux Etats-Unis (+129%) et en Espagne (+154%) et atteint une hausse de 33% dans la zone euro.

FAUT-IL S'ARRÊTER LÀ ?

- **Non. Malgré des signaux encourageants, la crise n'est pas finie. Elle ne le sera que lorsque le chômage recommencera à baisser. C'est pourquoi il faut continuer à soutenir la croissance et l'emploi et à mettre en œuvre les réformes structurelles qui permettront à notre pays de sortir plus fort de la crise qu'il n'y est entré :**
 1. **Nous allons continuer à soutenir la relance** comme en ont convenu tous les pays du G20 sur les recommandations du FMI. Le plan de relance mobilisera ainsi 7 Mds € en 2010.
 2. **La mise en œuvre des réformes structurelles** va se poursuivre parce que la crise les rend plus que jamais nécessaires pour améliorer la productivité et la compétitivité de notre pays. Après la réforme de la formation professionnelle, la réforme de la taxe professionnelle va renforcer durablement la compétitivité de nos entreprises.
 3. **Le Gouvernement reste pleinement mobilisé sur le front de l'emploi avec la montée en puissance des dispositifs en place** : la politique de l'emploi constitue un axe central du budget 2010, qui lui consacre plus de 12 Mds € supplémentaires.
 4. **Et parce que la croissance de demain se prépare aujourd'hui, le Gouvernement reste pleinement mobilisé autour de 2 objectifs principaux :**
 - **Investir dans les priorités d'avenir** avec le grand emprunt. Nicolas SARKOZY annoncera la semaine prochaine le contenu de ce plan et ses modalités.
 - **Assainir nos finances publiques avec la poursuite de la réforme de l'Etat** : la réforme des collectivités territoriales, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, et la réforme des retraites prévue pour 2010.

Luc CHATEL

Retrouvez l'ensemble des Clés actu sur le site : www.porte-parole.gouv.fr